

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 98 — 93

[97/07258]

17 DECEMBER 1997. — Ministerieel besluit tot uitbreiding van de lijsten met behulp waarvan de militaire leden van de Bestendige Krijgsraad aangewezen worden

De Minister van Landsverdediging,

Gelet op artikel 49 van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. De lijsten bedoeld in artikel 49 van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger begripen voor alle graden al de officieren die verblijven in een garnizoensplaats die gelegen is op het Belgisch grondgebied.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 februari 1998.

Brussel, 17 december 1997.

J.-P. PONCELET

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

F. 98 — 93

[97/07258]

17 DECEMBRE 1997. — Arrêté ministériel étendant les listes à l'aide desquelles les membres militaires du Conseil de Guerre permanent sont désignés

Le Ministre de la Défense nationale,

Vu l'article 49 du Code de procédure pénale militaire;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. Les listes visées à l'article 49 du Code de procédure pénale militaire comprennent pour tous les grades tous les officiers résidant dans une garnison située sur le territoire belge.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 1998.

Bruxelles, le 17 décembre 1997.

J.-P. PONCELET

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 94

[C - 97/27009]

27 NOVEMBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon réglementant l'implantation et l'exploitation des dépôts et centres de tri de métaux usagés et de véhicules hors d'usage

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par les lois du 8 août 1988, du 12 janvier 1989, du 16 janvier 1989 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 6, § 1^{er};

Vu la loi du 5 mai 1888 relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et à la surveillance des machines et chaudières à vapeur, modifiée par les lois des 22 juillet 1974 et 22 décembre 1989;

Vu le règlement général pour la protection du travail, approuvé par les arrêtés du Régent du 11 février 1946 et du 27 septembre 1947, notamment le titre III, chapitre 11, modifié par les arrêtés royaux des 10 février 1970, 18 mai 1973, 18 juillet 1973, 14 avril 1975, 9 mars 1976 et 3 août 1977, et par les arrêtés de l'Exécutif régional wallon des 13 juin 1986 et 19 mars 1987;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Considérant que les dépôts et centres de tri de métaux usagés et de véhicules hors d'usage ne sont pas des installations spécifiques à des déchets dangereux et toxiques;

Considérant que la volonté de l'Union européenne exprimée dans le projet de directive sur les véhicules hors d'usage et leur recyclage est que ces véhicules devront obligatoirement être désimmatriculés et pris en charge par des centres spécialisés;

Considérant la nécessité de limiter d'urgence les effets négatifs des dépôts et des centres de tri et de récupération des métaux usagés et des véhicules hors d'usage sur l'environnement et la santé de l'homme;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. La section X "Industries diverses" du chapitre II "Mesures applicables à certaines industries" du titre III du Règlement général pour la Protection du Travail est modifié par l'adjonction d'un paragraphe 1^{er} - Dépôts et centres de tri de métaux usagés et de véhicules hors d'usage.

Article 682.

Dispositions générales

1. Sans préjudice d'éventuelles conditions particulières adaptées aux circonstances ponctuelles ainsi que de prescriptions fixées par d'autres dispositions légales et réglementaires en matière de gestion des déchets et notamment par le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets qui oblige le producteur de déchets à les gérer ou à les céder à une installation autorisée ou enregistrée pour les gérer, les conditions générales minimales ci-après s'appliquent aux dépôts de métaux usagés et de véhicules hors d'usage classés en vertu des dispositions du titre I du règlement général pour la protection du travail.

2. Les métaux usagés et les véhicules hors d'usage sont démantelées préalablement à leur mise en dépôt dans le respect des prescriptions légales et des recommandations et injonctions données par les autorités et les fonctionnaires techniques compétents en matière de gestion des déchets.

3. Les opérations de démantèlement sont obligatoirement effectuées sur une zone de travail prévue à cet effet. L'aménagement du site du dépôt de métaux usagés et de véhicules hors d'usage doit faire l'objet d'un constat de conformité aux prescriptions légales, réglementaires et particulières préalable à l'accueil de métaux usagés ou de véhicules hors d'usage. Celui-ci est réalisé par le fonctionnaire technique compétent.

4. Le nombre maximum de véhicules hors d'usage entreposés sur le site du dépôt est fixé dans l'acte d'autorisation par l'autorité appelée à statuer, conformément au rapport du fonctionnaire technique.

5. Les produits issus du démantèlement sont éliminés ou valorisés conformément à la législation en vigueur en matière de gestion des déchets.

Conditions d'implantation et d'exploitation

6. La zone de travail pour les opérations de démantèlement est aménagée pour empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides et autres produits annexes liés aux métaux usagés et aux véhicules hors d'usage.

Elle est chimiquement inerte vis-à-vis de ces liquides et autres produits annexes. Elle est en outre maintenue en permanence en bon état d'entretien.

7. Les eaux de ruissellement ou de nettoyage de la zone de travail sont collectées par un réseau de drainage et de conduites séparées et dirigées vers un décanteur-déhuileur dont l'effluent doit respecter la législation en la matière ou vers une citerne à double parois étanche de capacité suffisante qui est vidée régulièrement par une entreprise agréée.

8. Les véhicules hors d'usage et les métaux usagés doivent être empilés sur une hauteur compatible avec le bon aménagement et le caractère architectural des lieux où l'établissement est implanté.

Sauf prescription explicite prévue dans l'arrêté d'autorisation, cette hauteur est inférieure à 3 mètres lorsque le dépôt est établi à l'air libre; toutefois, dans l'enceinte d'une entreprise ayant comme activité principale la récupération de matières constitutives, métalliques et non métalliques en vue de leur recyclage, de leur valorisation ou de leur élimination, la hauteur de l'empilement peut atteindre 15 mètres.

Des dispositions de nature à limiter les nuisances visuelles éventuelles sont prescrites dans l'arrêté d'autorisation; elles peuvent consister notamment dans le placement d'écrans dont la nature, la hauteur et la position sont adaptées aux circonstances locales.

En aucun cas, la hauteur des véhicules hors d'usage ou des métaux usagés ne sera supérieure à celle de cet écran sauf dans le cas visé ci-avant où la hauteur de l'empilement peut atteindre 15 mètres.

9. L'accès au dépôt est empêché aux personnes non concernées par l'exploitation. Sauf dispositions contraires prises dans l'arrêté d'autorisation, le dépôt est entouré d'une clôture solide d'au moins 2 mètres de hauteur.

Aucun véhicule hors d'usage ne peut être laissé en stationnement sur la voie publique ni se trouver à moins de cinq mètres de celle-ci s'il est laissé à l'air libre. Cette disposition ne s'applique pas lorsqu'un écran solide et continu sépare les véhicules hors d'usage et la voie publique.

10. Les fluides et autres produits provenant du démantèlement des métaux usagés et des véhicules hors d'usage sont exclusivement stockés dans des loges et/ou des récipients solides, construits en matériaux appropriés à la nature des fluides et autres produits auxquels ils sont destinés.

Les loges sont aménagées et les récipients sont entreposés de manière à prévenir tout risque d'épanchement accidentel et de pollution quelconque.

11. Sans préjudice des autres dispositions légales ou réglementaires en la matière, et indépendamment des conditions spéciales qui peuvent être imposées par l'arrêté d'autorisation prévu par le présent arrêté, l'exploitant prend les mesures indiquées par les circonstances pour :

- 1° prévenir les incendies;
- 2° combattre rapidement et efficacement tout début d'incendie;
- 3° en cas d'incendie :
 - donner l'alerte et l'alarme;
 - assurer la sécurité des personnes;
 - avertir immédiatement le service communal ou régional d'incendie.

12. L'établissement est maintenu en permanence en bon état d'entretien et de fonctionnement.

13. Le nettoyage immédiat du dépôt et de ses abords souillés du fait de l'exploitation incombe à l'exploitant du dépôt.

14. Il est interdit de mettre le feu aux métaux usagés et aux véhicules hors d'usage ou parties de véhicules hors d'usage.

15. Hors des zones industrielles et assimilées et des plates-formes intermodales, l'acceptation des métaux usagés et des véhicules hors d'usage ne peut avoir lieu qu'entre 7 heures et 20 heures, sauf dérogation accordée dans l'arrêté d'autorisation, sur avis conforme du fonctionnaire technique.

En dehors de ces heures, les portes sont verrouillées et seul le personnel de l'exploitation peut être présent sur le site.

Les opérations d'acceptation et de déchargement des métaux usagés et des véhicules hors d'usage ne sont autorisées qu'en présence et sous la surveillance de l'exploitant ou de son délégué.

16. L'exploitant est tenu de mettre en oeuvre les moyens nécessaires pour éliminer les nuisances qui surviendraient malgré les précautions prises tant au niveau des conditions d'implantation que des conditions d'exploitation.

17. § 1^{er}. Le niveau de bruit moyen ne peut dépasser le niveau imposé dans la décision d'autorisation tenant compte des circonstances locales. Celui-ci est fixé en fonction des heures de la journée, de l'affectation de la zone du point de vue de l'aménagement du territoire et de l'émergence sonore créée par l'exploitation.

§ 2. Hors des zones industrielles et assimilées et des plates-formes intermodales, les activités bruyantes sont interdites les dimanches et jours fériés, ainsi que les jours ouvrables entre 20 heures et 7 heures.

Dispositions fonctionnelles

18. L'exploitant de l'établissement se conformera à toute injonction qui pourrait lui être donnée non seulement par les fonctionnaires techniques chargés de la surveillance notamment des établissements classés, des captages et des rejets d'eaux usées, mais aussi par les autorités et les fonctionnaires techniques compétents en matière de gestion des déchets.

Dispositions transitoires

Art. 2. Pour les établissements mis en exploitation avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et faisant l'objet d'une déclaration conforme à l'article 25 du chapitre 1^{er} du titre 1^{er} du règlement général pour la protection du travail, les dispositions prévues à l'article 1^{er} du présent arrêté sont d'application 6 mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 3. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 novembre 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 94

[C - 97/27009]

27. NOVEMBER 1997 — Erlaß der wallonischen Regierung zur Regelung der Ansiedlung und des Betriebs der Lagerplätze und Sortieranlagen für Altmetalle und ausgediente Fahrzeuge

Die wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch die Gesetze vom 8. August 1988, vom 12. Januar 1989, vom 16. Januar 1989 und vom 16. Juli 1993, insbesondere des Artikels 6, § 1;

Aufgrund des Gesetzes vom 5. Mai 1888 über die Inspektion von gefährlichen, gesundheitsschädlichen oder unbequemen Einrichtungen und die Überwachung von Dampfmaschinen und -kesseln, abgeändert durch die Gesetze vom 22. Juli 1974 und vom 22. Dezember 1989;

Aufgrund der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, genehmigt durch die Regentenerlasse vom 11. Februar 1946 und vom 27. September 1947, insbesondere des Titels III, Kapitel II, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 10. Februar 1970, vom 18. Mai 1973, vom 18. Juli 1973, vom 14. April 1975, vom 9. März 1976 und vom 3. August 1977, und durch die Erlasse der wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1986 und vom 19. März 1987;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrats;

In der Erwägung, daß die Lagerplätze und die Sortieranlagen für Altmetalle und ausgediente Fahrzeuge keine spezifischen Anlagen für gefährliche oder giftige Abfälle sind;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

Artikel 1 - Der Abschnitt X "Verschiedene Industrien" des Kapitels II "Auf bestimmte Industrien anwendbare Maßnahmen" des Titels III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung wird durch die Beifügung eines Paragraphen 1 - Lagerplätze und Sortieranlagen für Altmetalle und ausgediente Fahrzeuge - abgeändert.

Artikel 682

Allgemeines

1. Unbeschadet eventueller besonderer Voraussetzungen, die den Verhältnissen angepaßt sind, sowie der durch andere gesetzliche und verordnungsmäßige Bestimmungen festgelegten Vorschriften, insbesondere der Verpflichtung, zum Betrieb einer Zusammenstellungs-, Vorbehandlungs- oder Aufwertungsanlage für von Dritten stammende gefährliche oder giftige Abfälle über eine Zulassung zu verfügen, finden die nachstehenden allgemeinen minimalen Bedingungen Anwendung auf die aufgrund der Bestimmungen des Titels 1 der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung eingeordneten Lagerplätze für Altmetalle und ausgediente Fahrzeuge.

2. Die Altmetalle und ausgedienten Fahrzeuge werden verschrottet bevor sie unter Beachtung der von den Behörden und von den für die Abfallbewirtschaftung zuständigen technischen Beamten angegebenen Vorschriften, Leitlinien und Anordnungen gelagert werden.

3. Die Verschrottung wird zwangsläufig in einer dazu vorgesehenen Arbeitszone vorgenommen. Die Herrichtung des Geländes zur Lagerung von Altmetallen und ausgedienten Fahrzeugen muß vor deren Aufnahme Gegenstand eines Feststellungsverfahrens sein, das die Konformität mit den gesetzlichen, verordnungsmäßigen und besonderen Vorschriften bestätigt. Diese Feststellung obliegt dem dafür zuständigen technischen Beamten.

4. Die Höchstzahl der auf dem Gelände gelagerten ausgedienten Fahrzeuge wird in dem Genehmigungsakt gemäß dem Bericht des technischen Beamten von der zur Beschlußfassung aufgeforderten Behörde festgesetzt.

5. Die aus der Verschrottung entstandenen Produkte werden gemäß der geltenden Gesetzgebung entsorgt oder verwertet.

Ansiedlungs- und Betriebsbedingungen

6. Die Arbeitszone für die Verschrottung wird derart hergerichtet, daß jegliches Eindringen in den Boden verschiedener Flüssigkeiten oder Nebenprodukte, die bei Altmetallen und ausgedienten Fahrzeugen anfallen, verhindert wird.

Die Arbeitszone ist entgegen dieser Flüssigkeiten und sonstiger Nebenprodukte chemisch inert.

Außerdem wird sie ständig in gutem Zustand erhalten.

7. Das Reinigungs- oder Sickerwasser der Arbeitszone wird durch ein Entwässerungsnetz und getrennte Leitungen aufgefangen, die entweder zu einem ölabscheidenden Absetzbecken, dessen Abwasser die betreffende Gesetzgebung beachten muß, oder zu einem dichten, doppelwandigen und ausreichend aufnahmefähigen Tank führen, der regelmäßig durch ein zugelassenes Unternehmen geleert wird.

8. Die Höhe der aufgeschichteten Almetalle und ausgedienten Fahrzeuge muß mit der zweckmäßigen Gestaltung und den architektonischen Eigenschaften der Örtlichkeiten, auf denen der Betrieb angesiedelt ist, vereinbar sein.

Unter Vorbehalt einer ausdrücklichen, im Genehmigungserlaß vorgesehenen Anordnung, liegt diese Höhe unter 3 Metern, wenn sich der Lagerplatz im Freien befindet; innerhalb des abgeschlossenen Bereichs eines Unternehmens, dessen Haupttätigkeit in der Rückgewinnung von Grundstoffen, metallischen und nichtmetallischen Stoffen im Hinblick auf deren Recycling, Aufwertung oder Entsorgung besteht, darf die Höhe der Aufschichtung 15 Meter erreichen.

Der Genehmigungserlaß enthält Bestimmungen, die für eine Einschränkung eventueller visueller Belästigungen wirken; diese Bestimmungen können insbesondere in dem Anbringen von Schutzwänden bestehen, deren Beschaffenheit, Höhe und Standort den lokalen Verhältnissen angepaßt sind. Auf keinen Fall dürfen die ausgedienten Fahrzeuge und Almetalle die Höhe dieser Schutzwand überragen, außer im oben angeführten Fall, in dem die Höhe der Aufschichtung 15 Meter erreichen darf.

9. Den Personen, die nicht mit dem Betrieb in Zusammenhang stehen, wird der Zutritt zu dem Lagerplatz verweigert. Unter Vorbehalt gegensätzlicher Bestimmungen in dem Genehmigungserlaß wird der Lagerplatz von einer mindestens 2 Meter hohen soliden Einzäunung umgeben.

Ausgediente Fahrzeuge dürfen weder auf öffentlicher Straße geparkt, noch weniger als 5 Meter von dieser abgestellt werden, falls sie sich im Freien befinden. Diese Bestimmung findet keine Anwendung, falls die ausgedienten Fahrzeuge durch eine solide und ununterbrochene Schutzwand von der öffentlichen Straße getrennt werden.

10. Die Flüssigkeiten und anderen Stoffe, die bei der Verschrottung der Almetalle und ausgedienten Fahrzeuge anfallen, werden ausschließlich in abgetrennten Kammern und/oder soliden Behältern gelagert, deren Herstellungsmaterialien den Eigenschaften der dazu bestimmten Flüssigkeiten und anderen Produkte angepaßt sind.

Die abgetrennten Kammern sind derart hergerichtet und die Behälter derart aufgestellt, daß jegliche Gefahr von unfallbedingtem Ausfließen oder sonstiger Verseuchung verhütet wird.

11. Unbeschadet der sonstigen diesbezüglichen gesetzlichen oder verordnungsmäßigen Bestimmungen und unabhängig von den besonderen Bedingungen, die durch den im vorliegenden Erlaß vorgesehenen Genehmigungserlaß auferlegt werden können, trifft der Betreiber die unter Umständen angebrachten Maßnahmen, um:

1° Bränden vorzubeugen;

2° schnell und wirksam Feuersbrünste zu bekämpfen;

3° im Falle eines Brandes:

- Alarm zu geben

- die Sicherheit der Personen zu gewährleisten,

- unverzüglich den kommunalen oder regionalen Feuerwehrdienst zu verständigen.

12. Der gute Zustand und die Betriebsfähigkeit der Einrichtung werden ständig aufrechterhalten.

13. Die sofortige Reinigung des durch den Betrieb verschmutzten Lagerplatzes und dessen Umgebung obliegt dem Betreiber des Lagerplatzes.

14. Das Anzünden von Almetallen und ausgedienten Fahrzeugen oder von deren Teilen ist verboten.

15. Außerhalb der Industriegebiete, der ihnen gleichgestellten Zonen und der multimodalen Plattformen darf die Aufnahme von Almetallen und ausgedienten Fahrzeugen, unter Vorbehalt der in dem Genehmigungserlaß gewährten Abweichungen, auf gleichlautendes Gutachten des technischen Beamten lediglich zwischen 7 Uhr und 20 Uhr stattfinden.

Außerhalb dieser Uhrzeiten werden die Eingänge verriegelt und ausschließlich das Personal ist befugt, sich auf dem Gelände zu befinden.

Die Arbeiten zur Aufnahme und zum Abladen der Almetalle und ausgedienten Fahrzeuge werden lediglich in Anwesenheit und unter der Aufsicht des Betreibers oder seines Stellvertretenden erlaubt.

16. Der Betreiber ist dazu verpflichtet, zur Beseitigung der Belästigungen, die trotz der sowohl auf Ebene der Standortverhältnisse als auch auf Ebene der Betriebsanforderungen getroffenen Vorsichtsmaßnahmen eintreten könnten, die nötigen Mittel einzusetzen.

17. § 1. Der durchschnittliche Geräuschpegel darf die in dem Genehmigungsbeschluß unter Berücksichtigung der lokalen Verhältnisse vorgeschriebene Schwelle nicht überschreiten. Diese wird je nach Tageszeit, Zweckbestimmung des Geländes hinsichtlich der Raumgestaltung und dem von dem Betrieb verursachten akustischen Schallaustritt festgesetzt.

§ 2. Außerhalb der Industriegebiete, der ihnen gleichgestellten Zonen und der multimodalen Plattformen sind an Sonn- und Feiertagen sowie werktags zwischen 20 Uhr und 7 Uhr lärmende Tätigkeiten verboten.

Funktionelle Bestimmungen

18. Hinsichtlich der zweckentsprechenden Abfallbewirtschaftung des Lagerplatzes wird der Betreiber der Einrichtung jeder Anordnung nachkommen, die ihm von den Behörden und den zuständigen technischen Beamten in Sachen Abfallbewirtschaftung auferlegt wird.

Übergangsbestimmungen

Art. 2 - Für die Einrichtungen, deren Inbetriebsetzung vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses erfolgte und die Gegenstand einer Erklärung in Übereinstimmung mit dem Artikel 25 des Kapitels I des Titels I der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung sind, werden die in Artikel 1 des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Bestimmungen 6 Monate nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses angewandt.

Art. 3 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 27. November 1997

Der Minister-Vorsitzende der wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 94

[C - 97/27009]

27 NOVEMBER 1997. — Besluit van de Waalse Regering tot regeling van de vestiging en de exploitatie van opslagplaatsen en sorteercentra voor oude metalen en afgedankte voertuigen

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988, 12 januari 1989, 16 januari 1989 en 16 juli 1993, inzonderheid op artikel 6, § 1;

Gelet op de wet van 5 mei 1888 betreffende het toezicht op de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen en op de stoommachines en -ketels, gewijzigd bij de wetten van 22 juli 1974 en 22 december 1989;

Gelet op het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming, goedgekeurd bij de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947, inzonderheid op titel III, hoofdstuk II, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 februari 1970, 18 mei 1973, 18 juli 1973, 14 april 1975, 9 maart 1976 en 3 augustus 1977 en bij de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1986 en 19 maart 1987;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Overwegende dat de opslagplaatsen en sorteercentra voor oude metalen en afgedankte voertuigen geen specifieke installaties voor gevaarlijke en giftige afvalstoffen zijn;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. In afdeling X "Verschillende industrieën" van hoofdstuk II "Speciale maatregelen op sommige bedrijven toepasselijk" van titel III van het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming, wordt een paragraaf 1 ingevoegd, met het opschrift - Opslagplaatsen en sorteercentra voor oude metalen en afgedankte voertuigen.

Art. 682.

Algemene bepalingen

1. Onverminderd eventuele bijzondere voorwaarden die aan de omstandigheden aangepast zijn, de voorschriften die vastgesteld zijn bij andere wettelijke en reglementaire bepalingen en onverminderd met name de verplichte erkenning voor de exploitatie van een installatie voor de verzameling, de voorbehandeling of de nuttige toepassing van giftige of gevaarlijke afvalstoffen van derden, zijn de onderstaande algemene minimumvoorwaarden van toepassing op opslagplaatsen voor oude metalen en afgedankte voertuigen. Deze opslagplaatsen zijn ingedeeld overeenkomstig de bepalingen van titel I van het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming.

2. Oude metalen en afgedankte voertuigen worden vóór hun opslag afgebroken volgens de voorschriften, aanbevelingen en bevelen van de overheid en van de voor afvalbeheer bevoegde technische ambtenaren.

3. Ze worden afgebroken op een daarvoor bestemde site, die ingericht moet worden overeenkomstig de wettelijke, reglementaire en bijzondere bepalingen. De bevoegde technische ambtenaar gaat na of die bepalingen in acht worden genomen.

4. Het maximaantal afgedankte voertuigen dat op de site mag worden opgeslagen, wordt op grond van het verslag van de technische ambtenaar door de bevoegde overheid in de vergunningsakte aangegeven.

5. Het afbraakmateriaal wordt vernietigd of gevaloriseerd overeenkomstig de vigerende wetgeving.

Vestigings- en exploitatievoorwaarden

6. De site voor het afbraakwerk moet zodanig ingericht worden dat de verschillende vloeistoffen en andere bijhorende producten i.v.m. oude metalen en afgedankte voertuigen niet de grond kunnen insijpelen.

De site moet chemisch inert blijven t.o.v. deze vloeistoffen en producten.

Hij moet bovendien voortdurend onderhouden worden.

7. Het oppervlakte- of reinigingswater van het werkgebied wordt verzameld d.m.v. een drainagegoot en afzonderlijke leidingen en afgevoerd naar een decanteertoestel-olieafscheider, waarvan de uitvloeiende vloeistof aan de wetgeving terzake moet voldoen, of naar een waterdichte tank met twee wanden en met de nodige capaciteit, die geregeld door een erkend bedrijf geledigd wordt.

8. De opstapelingshoogte van de afgedankte voertuigen en de oude metalen moet rekening houden met de inrichting en het architecturale karakter van de site.

Behoudens uitdrukkelijke voorschriften in het machtigingsbesluit bedraagt deze hoogte minder dan 3 meter, wanneer de opslagplaats zich in de vrije lucht bevindt; in een bedrijf dat hoofdzakelijk gericht is op de terugwinning van samenstellende, metallische en niet-metallische stoffen met het oog op hun recycling, nuttige toepassing of vernietiging, mag de opstapelingshoogte 15 meter bedragen.

Het machtigingsbesluit bevat bepalingen voor de beperking van eventuele gezichtshinder, met name bij de installatie van schermen, waarvan de aard, de hoogte en de positie aan de plaatselijke omstandigheden worden aangepast.

De opstapelingshoogte mag in geen geval die van de schermen overschrijden, behalve in het bovenvermelde geval, waar de opstapelingshoogte 15 meter mag bedragen.

9. De toegang tot de opslagplaats is verboden voor personen die niet betrokken zijn bij de exploitatie. Behoudens andersluidende bepalingen in het machtigingsbesluit wordt de opslagplaats afgesloten met een vaste omheining van minstens 2 meter hoog.

De afgedankte voertuigen mogen niet op de openbare weg geparkeerd staan noch op minder dan 5 meter ervan als ze in de vrije lucht staan. Deze bepaling is niet van toepassing wanneer de afgedankte voertuigen en de openbare weg d.m.v. een stevig doorlopend scherm gescheiden zijn.

10. Vloeistoffen en ander afbraakmateriaal van oude metalen en afgedankte voertuigen worden uitsluitend opgeslagen in stevige hokken en/of vaten die daarvoor bestemd zijn. De hokken worden zodanig gebouwd en de vaten zodanig opgestapeld dat elk gevaar voor uitstorting en verontreiniging uitgesloten is.

11. Onverminderd andere wettelijke of reglementaire bepalingen terzake en ongeacht de bijzondere voorwaarden die opgelegd kunnen worden bij voormeld machtigingsbesluit, moet de exploitant alles in het werk stellen om :

- 1° brand te voorkomen;
- 2° zo spoedig en doeltreffend mogelijk brandharden te bestrijden;
- 3° in geval van brand :
 - alarm te slaan,
 - de aanwezige personen in veiligheid te brengen,
 - onmiddellijk de gemeentelijke of regionale brandweer te verwittigen.

12. Er moet voortdurend worden gezorgd voor de goede staat en de goede werking van het bedrijf.

13. De exploitant moet onmiddellijk zorgen voor de reiniging van de opslagplaats en de directe omgeving.

14. Het is verboden oude metalen en afgedankte voertuigen of gedeelten ervan op te branden.

15. Buiten de industriegebieden, ermee gelijkgestelde gebieden en intermodale platformen, mogen de oude metalen en afgedankte voertuigen slechts op eensluidend advies van de technische ambtenaar tussen 7 en 20 uur geleverd worden, behoudens bij het machtigingsbesluit toegestane afwijking.

Buiten deze uren zijn de poorten gegrendeld en mag alleen het bedrijfs personeel op de site aanwezig zijn.

Oude metalen en afgedankte voertuigen mogen slechts opgeleverd en afgeladen worden in aanwezigheid en onder toezicht van de exploitant of van zijn afgevaardigde.

16. De exploitant moet alle middelen inzetten om een einde te maken aan de hinder die de vestiging en de exploitatie van zijn bedrijf ondanks alle voorzorgsmaatregelen zou kunnen veroorzaken.

17. § 1. Rekening houdende met de plaatselijke omstandigheden mag het gemiddelde geluidsniveau niet hoger zijn dan het niveau dat bij het machtigingsbesluit is vastgelegd. Dit laatste wordt bepaald met inachtneming van het tijdstip, de ruimtelijke bestemming van het gebied en de geluidsemisatie van de exploitatie.

§ 2. Buiten de industriegebieden, ermee gelijkgestelde gebieden en intermodale platformen zijn luidruchtige activiteiten verboden op zon- en feestdagen, alsmede op werkdagen tussen 20 en 7 uur.

Functionele bepalingen

18. Wat het functionele afvalbeheer van de opslagplaats betreft, moet de exploitant zich schikken naar de bevelen van de overheid en de voor afvalbeheer bevoegde technische ambtenaren.

Overgangsbepalingen

Art. 2. Voor de bedrijven die vóór de inwerkingtreding van dit besluit werkzaam zijn en het voorwerp uitmaken van een verklaring overeenkomstig artikel 25 van Hoofdstuk I, Titel I, van het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming, treden de bepalingen van artikel 1 van dit besluit in werking zes maanden na de inwerkingtreding ervan.

Art. 3. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 november 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN



27 NOVEMBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant la liste des établissements classés par le titre 1er du règlement général pour la protection du travail en ce qui concerne les dépôts, centre de tri et/ou de récupération de métaux usagés et/ou de véhicules hors d'usage

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 5 mai 1888 relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et à la surveillance des machines et chaudières à vapeur, modifiée par les lois du 22 juillet 1974 et du 22 décembre 1989;

Vu le règlement général pour la protection du travail, approuvé par les arrêtés du Régent du 11 février 1946 et du 27 septembre 1947, notamment le titre premier, chapitre II, A, modifié par l'arrêté royal du 10 février 1970;

Considérant que les dépôts et manipulation de métaux usagés et de véhicules hors d'usage peuvent être sources de risques ou de nuisances pour la sécurité du public et de l'environnement;